Bureau du 7 juin 2004

Décision n° B-2004-2307

commune (s) : Lyon 3° - Lyon 1er - Lyon 7°

objet : **Quartiers des pentes de la Croix-Rousse, Moncey-Voltaire et Guillotière - Opération de revitalisation économique des rez-de-chaussée commerciaux dans le cadre du Fisac - Convention - Avenant n° 3**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Politique de la ville et renouvellement urbain

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 26 mai 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Une opération de revitalisation des rez-de-chaussée commerciaux a été conduite de 1997 à 2000 afin de favoriser le retour d'activités économiques dans trois quartiers anciens inscrits dans le contrat de ville de l'agglomération lyonnaise (pentes de la Croix-Rousse, Moncey-Voltaire et Guillotière). Les principes de cette opération ont été transcrits dans une convention-cadre. Cette action, conduite sous maîtrise d'ouvrage, ville de Lyon, s'inscrit dans le cadre du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (Fisac).

Par délibération n° 2000-5782 en date du 25 septembre 2000, le Conseil a approuvé la participation financière de la Communauté urbaine, à verser à la ville de Lyon, d'un montant de 38 112,25 €.

Compte tenu des bons résultats, par décision n° B-2002-0714 en date du 8 juillet 2002, le Bureau a approuvé la participation financière de la Communauté urbaine d'un montant de 114 337 €, versée à la ville de Lyon, pour une nouvelle phase de l'opération à laquelle contribuent l'Etat (Fisac), la région Rhône-Alpes, la Communauté urbaine et la ville de Lyon. Cette action s'inscrivait dans un avenant n° 2 à la convention-cadre initiale de 1997, avenant ayant une durée de validité de trois ans, jusqu'en septembre 2005. Toutefois, il dispose que le délai d'utilisation du crédit Fisac est de trois ans, à compter de la notification de la décision d'attribution par l'Etat intervenue le 23 juillet 2001.

Il est aujourd'hui nécessaire d'harmoniser les calendriers des engagements financiers respectifs de l'Etat et des collectivités de manière à ce que le dispositif Fisac soit prolongé au-delà de l'échéance conventionnelle du 23 juillet 2004 jusqu'au 30 septembre 2005 et que soit fourni le délai nécessaire à la montée en puissance de l'opération pour la période 2004-2005 ;

Vu ledit avenant n° 3 ;

Vu les délibérations du Conseil n° 2000-5782 et n° 2003-1087, respectivement en date des 25 septembre 2000 et 3 mars 2003 ;

Vu sa décision n° B-2002-0714 en date du 8 juillet 2002 ;

DECIDE

1° - Approuve la demande de prorogation jusqu'au 30 septembre 2005 pour l'ensemble des parties signataires, de la durée de l'avenant n° 2 à la convention d'opération du 3 juillet 1997 pour la revitalisation économique des rez-de-chaussée dans les quartiers des pentes de la Croix-Rousse (Lyon 1er), Moncey-Voltaire (Lyon 3°) et Guillotière (Lyon 7°).

2° - Autorise monsieur le président à signer l'avenant n° 3 à la convention-cadre.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,